



Assemblée générale

Distr. générale
14 février 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Point 134 de la liste préliminaire**

Planification des programmes

Projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017

Deuxième volet : plan-programme biennal

Programme 17

Développement économique en Europe

Table des matières

	<i>Page</i>
Orientale générale	2
Sous-programme 1. Environnement	3
Sous-programme 2. Transports	5
Sous-programme 3. Statistiques	7
Sous-programme 4. Coopération et intégration économiques	9
Sous-programme 5. Énergie durable	11
Sous-programme 6. Commerce	12
Sous-programme 7. Foresterie et bois	14
Sous-programme 8. Logement, aménagement du territoire et population	16
Textes portant autorisation	18

* Nouveau tirage pour raisons techniques (26 juin 2014).

** [A/69/50](#).



Orientation générale

17.1 Le programme relève de la Commission économique pour l'Europe (CEE).

17.2 Le programme a pour objectif principal le développement durable. Pour y parvenir, la CEE s'attachera à renforcer les synergies entre ses huit sous-programmes à savoir : a) l'environnement; b) le transport; c) les statistiques; d) la coopération et l'intégration économiques; e) l'énergie durable; f) le commerce; g) la foresterie et le bois; et h) le logement, l'aménagement du territoire et la population.

17.3 Conformément au mandat conféré par les organes délibérants, y compris la décision A (65) du 11 avril 2013 de la Commission sur le résultat de l'examen de la réforme de 2005 de la CEE, le programme favorisera le développement durable ainsi que la coopération et l'intégration régionale par les moyens suivants : a) la concertation; b) l'action normative; et c) la coopération technique.

17.4 La CEE servira notamment de lieu d'échange neutre pour la concertation régionale sur les questions économiques, sociales et environnementales entre ses 56 États membres. Elle apportera son soutien à l'action normative en élaborant et en appliquant des instruments, normes et règlements juridiques de portée internationale et en recensant et en diffusant les meilleures pratiques dans la région et en dehors. Elle encouragera la coopération technique avec les pays en transition, en vue de les intégrer à l'économie mondiale et de promouvoir le développement durable dans la région. Dans le cadre du programme, elle favorisera par ailleurs la coopération interrégionale (y compris Sud-Sud et triangulaire).

17.5 Les aspects du développement se rapportant à l'égalité des sexes seront dûment pris en considération, étant donné que les femmes constituent la moitié de la population et qu'elles sont des agents et des bénéficiaires actifs du développement durable dans la région. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes seront prises en compte dans les sous-programmes de la CEE conformément au plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies. Le programme s'intéressera notamment aux femmes dans l'économie et encouragera l'entrepreneuriat féminin dans la région.

17.6 La CEE cherchera par ailleurs à maintenir, dans l'ensemble du système, la cohérence de l'exécution de ses programmes, afin d'éviter les doubles emplois, d'amplifier les effets, d'augmenter les retombées et d'assurer la viabilité de ses travaux dans la région en s'appuyant pour ce faire sur les activités des autres entités des Nations Unies et des autres organisations concernées. Elle orientera l'action du Mécanisme de coordination régionale et participera aux travaux du Groupe des Nations Unies pour le développement pour l'Europe et l'Asie centrale en contribuant aux plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement et aux programmes relevant de l'initiative « Unité d'action des Nations Unies » dans la région.

17.7 La coopération avec les autres commissions régionales sera entretenue au moyen d'activités, initiatives, projets et programmes communs et par l'échange d'informations et la gestion des connaissances. La coordination sera assurée grâce à la tenue de réunions périodiques des secrétaires exécutifs des responsables de la planification des programmes et des coordonnateurs et par l'intermédiaire du Bureau des commissions régionales à New York.

17.8 Le Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale, exécuté conjointement par la CEE et par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), restera le principal cadre de coopération entre la CEE et les autres parties prenantes intéressées en Asie centrale.

17.9 Le programme contribuera activement au suivi intégré et coordonné et à la mise en œuvre des textes des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique, social et environnemental, y compris la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, le sommet des chefs d'État et de gouvernement sur le programme de développement pour l'après-2015, la troisième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, l'examen après 20 ans de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing et l'examen après 10 ans du Programme d'action d'Almaty.

17.10 Le programme concourra par ailleurs à la Décennie d'action pour la sécurité routière (2011-2020), à la Décennie relative à l'énergie durable pour tous et à la Journée mondiale de l'eau et la Journée internationale des forêts.

17.11 Dans le cadre de son mandat et suivant le thème, le programme contribuera au Forum politique de haut niveau pour le développement durable sous les auspices du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale.

17.12 Conformément à la décision A (65) de la Commission, les Divisions du commerce et de l'aménagement durable du territoire et de l'intégration et de la coopération économiques ont été regroupées pour former la nouvelle Division de la coopération économique, du commerce et de l'aménagement du territoire, dont relèvent les sous-programme 4 (Coopération et intégration économiques), 6 (Commerce), 7 (Foresterie et bois) et de la composante logement et aménagement du territoire du sous-programme 8, la composante population relevant toujours de la Division de statistique.

Sous-programme 1

Environnement

Objectif de l'Organisation : Améliorer la gouvernance et la performance environnementales dans toute la région afin de préserver l'environnement et la santé

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Meilleure réponse des pays dont s'occupe la CEE face aux problèmes environnementaux	a) Nombre de nouvelles mesures prises par les pays dont s'occupe la CEE pour faire face à des problèmes environnementaux existants ou naissants
b) Meilleure exécution des accords environnementaux multilatéraux de la CEE et augmentation de leur portée géographique	b) i) Accroissement de la part de parties contractantes rendant compte des progrès réalisés dans l'exécution des accords environnementaux multilatéraux ii) Augmentation du nombre de parties contractantes aux accords environnementaux multilatéraux de la CEE

c) Renforcement des capacités nationales en matière de systèmes de surveillance et d'évaluation environnementales dans les pays de l'Europe orientale, du Caucase, de l'Asie centrale et de l'Europe du Sud-Est	c) Accroissement de la part des recommandations de la CEE sur la surveillance environnementale appliquées par les États membres
d) Amélioration de la performance environnementale dans les pays intéressés	d) Part des recommandations issues de l'examen de la performance environnementale mené au cours d'exercices biennaux antérieurs appliquées par les pays

Stratégie

17.13 La Division de l'environnement est chargée d'exécuter ce sous-programme et, en prenant en compte leurs besoins dans ses activités, elle s'emploiera à renforcer les moyens dont disposent les pays de l'Europe orientale, du Caucase, de l'Asie centrale et de l'Europe du Sud-Est pour établir les politiques et mettre en valeur l'environnement, notamment pour faire respecter la législation en la matière.

17.14 Dans le cadre du sous-programme, des mesures seront prises pour encourager la gouvernance environnementale dans la région et la coopération entre pays et intégrer davantage l'environnement aux autres politiques sectorielles grâce à la mise en œuvre des moyens d'intervention de la CEE, à l'éducation pour le développement durable, le transport, la santé et l'environnement, aux accords multilatéraux de la CEE sur l'environnement, au partage des informations (au moyen notamment du Système de partage d'informations sur l'environnement), et à la mise en commun des données d'expérience et des bonnes pratiques dans la région de la CEE. Les activités intersectorielles porteront également sur la promotion des synergies entre les instruments juridiques de la CEE. La Division collaborera avec les pays non membres de la Commission intéressés, particulièrement ceux qui souhaitent se joindre aux accords multilatéraux sur l'environnement qui ont récemment été ouverts à l'adhésion universelle.

17.15 Dans le cadre du sous-programme, la Division continuera de mener des études de performance environnementale, aidera les pays à appliquer les recommandations formulées lors des examens nationaux et exercera un suivi des effets de ces recommandations sur l'élaboration et l'application des politiques. Elle renforcera par ailleurs la capacité des pays de fournir des données environnementales exactes et actualisées, ce qui améliorera la surveillance environnementale et la communication des données. Elle encouragera en outre l'utilisation des directives de la CEE pour la surveillance et l'évaluation environnementales des États membres.

17.16 Ses activités comprendront également la promotion du développement durable dans la région, ainsi que la mise en œuvre des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet régionales et mondiales sur l'environnement et le développement durable, notamment celles de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et le programme de développement pour l'après-2015.

Sous-programme 2

Transports

Objectif de l'Organisation : Promouvoir des transports viables qui soient sûrs, propres et concurrentiels, grâce au développement des mouvements de marchandises et de la mobilité des personnes par les modes de transport intérieur, en améliorant la sécurité de la circulation, la protection de l'environnement, l'efficacité énergétique, la sécurité des transports intérieurs et l'efficacité des services dans le secteur des transports

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Renforcement du cadre juridique et réglementaire concernant les transports intérieurs internationaux (routiers, ferroviaires, fluviaux et intermodaux), y compris les infrastructures, la facilitation du passage des frontières, le transport des marchandises dangereuses, la construction automobile et d'autres services liés aux transports	<p>a) i) Accroissement du nombre d'instruments juridiques relatifs aux transports en vigueur qui sont administrés par la CEE par rapport au nombre total d'instruments juridiques des Nations Unies relatifs aux transports administrés par la CEE</p> <p>ii) Nombre de nouveaux règlements concernant les véhicules et de modifications des dispositions existantes</p> <p>iii) Nombre d'instruments juridiques internationaux modifiés pour tenir compte de la révision la plus récente des Recommandations des Nations Unies relatives au transport des marchandises dangereuses</p>
b) Élargissement de la couverture géographique et amélioration de l'application des instruments juridiques et des recommandations des Nations Unies relatifs aux transports administrés par la CEE	<p>b) i) Augmentation du nombre de parties contractantes, notamment extérieures à la région, aux instruments juridiques et recommandations des Nations Unies relatifs aux transports administrés par la CEE</p> <p>ii) Augmentation du nombre de mécanismes de suivi de l'application des instruments juridiques et recommandations des Nations Unies relatifs aux transports administrés par la CEE</p>
c) Renforcement de la capacité des États membres de la CEE, particulièrement les pays en développement sans littoral, en ce qui concerne le développement d'infrastructures des transports paneuropéennes et transcontinentales et la mise en place de mesures destinées à faciliter les transports	<p>c) i) Augmentation du nombre de parties contractantes aux quatre principaux accords relatifs aux infrastructures de transport</p> <p>ii) Augmentation du nombre d'États Membres de l'ONU participant à des projets sous-régionaux de la CEE relatifs aux infrastructures de transport</p>

- | | |
|--|--|
| d) Renforcement de la capacité d'appliquer les instruments juridiques, règles et normes de la CEE pertinents, en particulier dans les pays de l'Europe orientale et de l'Europe du Sud-Est, du Caucase et de l'Asie centrale | d) i) Nombre d'activités de renforcement des capacités relatives aux transports
ii) Augmentation du nombre d'États membres de la CEE ayant défini des objectifs de renforcement de la sécurité routière |
|--|--|
-

Stratégie

17.17 L'exécution de ce sous-programme incombe à la Division des transports. Le sous-programme s'articule autour de quatre grands axes :

a) Poursuite de la mise en place du cadre juridique et réglementaire relatif aux transports intérieurs aux niveaux international, national et local, par l'adoption de nouveaux instruments et la mise à jour de 58 instruments juridiques couvrant tous les modes de transport intérieur, les règlements relatifs aux véhicules et le transport de marchandises dangereuses. Le sous-programme sera exécuté en collaboration active avec les pouvoirs publics des pays membres et d'autres parties prenantes; il visera à rapprocher les points de vue aux réunions des comités d'administration des conventions et accords et autres réunions intergouvernementales sur les transports, notamment celles du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques du Conseil économique et social, du Comité des transports intérieurs de la CEE, et des 17 groupes de travail et d'autres organes subsidiaires;

b) Large utilisation du cadre juridique et réglementaire existant et renforcement des capacités d'applications de ce cadre, par une action énergique visant à promouvoir de nouvelles adhésions aux instruments juridiques des Nations Unies administrés par la CEE et la mise en œuvre renforcée des mécanismes de contrôle. Dans l'esprit de la Décennie d'action des Nations Unies pour la sécurité routière, l'accent sera mis sur les instruments juridiques des Nations Unies relatifs à la sécurité routière. L'intégration de certains instruments juridiques des Nations Unies dans les acquis communautaires de l'Union européenne continuera de jouer un rôle important;

c) Renforcement des capacités nationales en vue de la mise en place d'infrastructures de transport paneuropéennes et transcontinentales, y compris la facilitation des transports et du passage des frontières. L'accent sera mis sur les activités de coopération régionale et sous-régionale. Les projets d'autoroute transeuropéenne et de chemin de fer transeuropéen seront exécutés sur la base de leurs plans directeurs et de projets ponctuels de grande valeur. Le développement des liaisons de transport Europe-Asie et l'harmonisation de la législation ferroviaire seront promus, en coopération avec les États Membres participants, la CESAP, d'autres organisations internationales et différentes parties prenantes du secteur privé. De même, le renforcement des liaisons de transport entre l'Europe et l'Afrique, et entre l'Europe et le Moyen-Orient, notamment la région méditerranéenne, sera favorisé en coopération avec les parties prenantes intéressées. La facilitation des transports visera essentiellement à favoriser le transit et le franchissement des frontières, notamment par des mesures de l'efficacité du franchissement des frontières et la promotion des communications électroniques. Les besoins particuliers des pays en transition sans littoral feront l'objet d'une

assistance technique et de travaux d'analyse, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale sur le Programme d'action d'Almaty;

d) Renforcement des capacités, l'accent étant mis sur la poursuite du renforcement des capacités nationales des pays, sur l'évaluation de l'efficacité environnementale de leur secteur des transports au moyen de l'outil ForFITS (relatif aux futurs systèmes de transport intérieur), ainsi que sur la manière dont le secteur des transports et de la logistique contribue à la compétitivité nationale.

17.18 Pour atteindre les objectifs définis dans les quatre domaines fonctionnels susmentionnés, les activités ci-après seront menées au titre du sous-programme :

- a) Assurer la fonction de dépositaire des instruments juridiques relatifs aux transports;
- b) Effectuer des travaux analytiques;
- c) Donner effectivement suite aux décisions relatives aux transports de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et contribuer au programme de développement pour l'après-2015;
- d) Renforcer la coopération et les partenariats avec les organisations économiques régionales ainsi que d'autres organisations internationales compétentes en matière de transports;
- e) Travailler sur des projets multisectoriels, dans l'objectif particulier de promouvoir le développement durable des transports, en mettant notamment l'accent sur l'administration conjointe du Programme paneuropéen pour les transports, la santé et l'environnement.

17.19 La Division continuera d'assister le Comité des transports intérieurs de la CEE et le Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques, relevant du Conseil économique et social.

Sous-programme 3 Statistiques

Objectif de l'Organisation : Améliorer la qualité des statistiques officielles aux niveaux national et international, et assurer la coordination des activités statistiques internationales engagées dans la région de la CEE

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Refonte de l'activité statistique internationale	a) i) Nombre d'organisations internationales contribuant aux activités statistiques de la Conférence des statisticiens européens et ses organes subsidiaires ii) Nombre de domaines statistiques faisant l'objet d'un travail de fond de la part du Bureau de la Conférence des statisticiens européens

- | | |
|--|--|
| <p>b) Établissement de normes et recommandations, nouvelles ou actualisées, visant à améliorer la comparabilité des statistiques au niveau international</p> | <p>b) i) Nombre de normes statistiques internationales, nouvelles ou révisées, et de recommandations mises au point avec la contribution de la CEE</p> <p>ii) Nombre de domaines statistiques (d'après la classification des activités statistiques de la CEE) faisant l'objet d'un travail méthodologique de fond de la part de la CEE</p> |
| <p>c) Renforcement des capacités nationales d'appliquer des normes et recommandations internationales dans les statistiques officielles, notamment les indicateurs relatifs aux objectifs arrêtés au niveau international de développement et ceux tenant compte de la problématique hommes-femmes</p> | <p>c) i) Nombre de pays dont les systèmes statistiques sont moins avancés qui appliquent les recommandations issues des évaluations mondiales des systèmes nationaux de statistiques dans leurs stratégies de développement des statistiques</p> <p>ii) Pourcentage d'experts nationaux qui, dans les questionnaires d'évaluation, se disent satisfaits de la pertinence et de la qualité des services consultatifs, des cours et des ateliers de la CEE</p> |
| <p>d) Renforcement de la disponibilité et augmentation de l'utilisation des statistiques figurant dans la base de données de la CEE, notamment celles qui concernent les objectifs de développement internationaux, l'égalité des sexes, les principaux indicateurs socioéconomiques et le développement durable, aux fins de l'élaboration de politiques fondées sur des observations factuelles dans les États membres de la CEE</p> | <p>d) i) Nombre de téléchargements de données statistiques provenant de la base de données de la CEE</p> <p>ii) Pourcentage d'utilisateurs se déclarant satisfaits de la qualité, de l'exhaustivité et du degré d'actualité des données contenues dans la base de données de la CEE</p> |

Stratégie

17.20 L'exécution de ce sous-programme incombe à la Division de statistique. Le sous-programme vise à accroître la qualité, la portée et le caractère d'actualité des statistiques officielles, aux fins de l'élaboration de politiques économiques, sociales et environnementales fondées sur des observations factuelles et de l'évaluation des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international et du développement durable.

17.21 La coordination des activités internationales de statistique dans la région restera une activité essentielle. La coopération avec les services de statistique d'autres organismes des Nations Unies et organisations internationales se poursuivra dans le cadre de réunions communes et de groupes de travail en vue d'établir des normes et des recommandations et de définir des bonnes pratiques.

17.22 Les activités du sous-programme seront axées sur les priorités dégagées par les États membres de la CEE, notamment dans les domaines suivants : la mesure du développement durable, le programme de développement pour l'après-2015; la mondialisation; la population, la pauvreté et les inégalités; la promotion de la

modernisation de la production de statistiques, notamment l'utilisation d'informations géospatiales; le renforcement des capacités, compte tenu de l'évolution récente des méthodes et technologies applicables aux statistiques officielles. Des activités seront menées en étroite coopération avec des experts d'États membres de la CEE et d'organisations internationales, dans le cadre de groupes d'experts chargés d'accomplir des tâches particulières dans les délais fixés, et aboutiront à l'élaboration d'orientations concernant les méthodes et les pratiques, et notamment des outils de formation.

17.23 Dans le cadre du sous-programme, un appui et des conseils seront fournis aux États membres de la CEE, notamment ceux dont le système de statistique est moins avancé au regard des normes et meilleures pratiques établies par les Nations Unies et leur application au plan national; l'application des Principes fondamentaux de la statistique officielle sera favorisée; et des conseils seront fournis sur les cadres institutionnels de la statistique officielle, à l'issue d'évaluations mondiales des systèmes statistiques nationaux. Ces conseils seront fournis à la demande et porteront essentiellement sur les domaines où l'ONU a établi des normes et des recommandations, tels que les recensements de population, les indicateurs relatifs aux objectifs de développement arrêtés au niveau international, les comptes nationaux, les prix, les statistiques commerciales, les statistiques ventilées par sexe et la modernisation des données statistiques.

17.24 Des données statistiques seront recueillies et diffusées en ce qui concerne notamment les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international et l'égalité des sexes, et rendues accessibles au public sur Internet. Un cadre de qualité permettra d'assurer la diffusion de données pertinentes, actualisées et simples à utiliser.

Sous-programme 4

Coopération et intégration économiques

Objectif de l'Organisation : Promouvoir des politiques générales et un environnement financier et réglementaire propices à la croissance soutenue, à l'innovation et à la compétitivité des activités économiques dans la région de la CEE

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Renforcement du dialogue visant à promouvoir des politiques générales et un environnement financier et réglementaire propices à la croissance soutenue, à l'innovation et à la compétitivité	a) Nombre de nouvelles recommandations de politique générale découlant de l'échange par les États membres de leurs données d'expérience et pratiques optimales
b) Amélioration de l'application des recommandations de la CEE visant à promouvoir des politiques générales et un environnement financier et réglementaire propices à la croissance soutenue, à l'innovation et à la compétitivité	b) Nombre de nouvelles mesures prises par les États membres pour appliquer les recommandations de la CEE

- | | |
|--|--|
| <p>c) Renforcement des capacités nationales des pays de la région à promouvoir les bonnes pratiques et appliquer les recommandations de la CEE visant à promouvoir des politiques générales et un environnement financier et réglementaire propices à la croissance soutenue, à l'innovation et à la compétitivité</p> | <p>c) Nombre d'activités de renforcement des capacités organisées pour les pays de la région</p> |
|--|--|
-

Stratégie

17.25 L'exécution du sous-programme incombe à la Division de la coopération économique, du commerce et de l'aménagement du territoire. Le sous-programme contribuera à donner suite à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et au programme de développement pour l'après-2015, en aidant les États membres de la CEE, notamment ceux dont les économies sont en transition, à créer un environnement propice à l'innovation et à la compétitivité aux niveaux national et régional.

17.26 La stratégie qui permettra de réaliser cet objectif repose sur trois piliers : a) le dialogue régional visant à dégager les problèmes importants et à formuler des recommandations pratiques; b) l'application des recommandations pratiques et des meilleures pratiques; et c) la coopération technique.

17.27 Le sous-programme sera axé sur deux domaines complémentaires : a) les politiques relatives à l'innovation et à la compétitivité; et b) les partenariats public-privé pour le développement d'infrastructures. Les activités touchant aux politiques d'innovation et de compétitivité appuieront l'objectif de croissance économique durable, d'innovation et de compétitivité, en favorisant l'application des pratiques optimales dans les systèmes nationaux d'innovation, le financement de l'innovation et l'établissement d'un environnement propice aux affaires. Les activités touchant aux partenariats public-privé appuieront le même objectif, en favorisant de nouveaux modes de financement, la mise en place et la gestion d'infrastructures essentielles pour l'innovation et la compétitivité à l'échelle internationale.

17.28 La concertation sur les politiques tiendra compte des connaissances des experts nationaux et internationaux. Les mesures de mise en œuvre seront appuyées par une large diffusion des bonnes pratiques et des recommandations qui en seront issues. Des conseils sur les orientations et un appui au renforcement des capacités seront fournis sur la base de ces travaux normatifs.

17.29 Le sous-programme s'inspirera des activités d'autres organisations et institutions œuvrant dans ce domaine. Il renforcera les partenariats avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, ainsi que les partenariats nationaux entre les secteurs public et privé dans la région.

17.30 Les activités menées au titre du sous-programme seront appuyées par deux équipes de spécialistes (des politiques d'innovation et de compétitivité, et des partenariats public-privé), auxquelles participeront des représentants des pouvoirs publics et d'autres parties prenantes, et un réseau plus large d'experts.

17.31 Le sous-programme contribuera aux travaux du Groupe de travail chargé du projet relatif au développement fondé sur le savoir du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale.

Sous-programme 5

Énergie durable

Objectif de l'Organisation : Améliorer l'accès de tous à une énergie abordable et propre et aider à réduire les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte carbone du secteur de l'énergie dans la région

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Renforcement du dialogue et de la coopération entre toutes les parties sur l'exploitation durable de l'énergie, notamment le rendement énergétique, la production moins polluante d'électricité à partir de combustibles fossiles, les sources d'énergie renouvelables, le méthane provenant des mines de charbon, la classification des ressources minérales, le gaz naturel et la sécurité énergétique	a) i) Augmentation du nombre de recommandations relatives à l'exploitation durable de l'énergie, approuvées par des organes intergouvernementaux de la CEE ii) Augmentation du nombre de mesures prises par les États membres concernant l'énergie abordable et propre pour tous
b) Amélioration de la connaissance du rôle du rendement énergétique et des sources d'énergie renouvelables dans le développement énergétique durable	b) i) Augmentation du nombre de pratiques optimales établies et diffusées dans le domaine du rendement énergétique ii) Augmentation du nombre de pratiques optimales établies et diffusées dans le domaine des sources d'énergie renouvelables
c) Augmentation du nombre de recommandations, directives, pratiques optimales et autres instruments normatifs de la CEE mis en œuvre pour favoriser le développement énergétique durable	c) i) Augmentation du nombre de pays appliquant la Classification-cadre des Nations Unies pour l'énergie fossile et les réserves et ressources minérales ii) Augmentation du nombre d'activités visant à diffuser les pratiques optimales d'exploitation du méthane provenant des mines de charbon à l'échelle mondiale

Stratégie

17.32 L'exécution de ce sous-programme incombe à la Division de l'énergie durable. Le sous-programme favorisera la concertation sur les orientations et la coopération internationales entre les pouvoirs publics, les entreprises du secteur de l'énergie et d'autres parties prenantes. Ces activités contribueront à favoriser le développement énergétique durable dans les États membres, en améliorant l'accès de tous à une énergie abordable et propre, dans le cadre de l'initiative du Secrétaire général intitulée « Énergie durable pour tous », et en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte carbone du secteur énergétique. Le sous-programme sera axé sur les questions relatives à la sécurité énergétique, à la production moins polluante d'énergie à partir des combustibles fossiles, aux sources d'énergie renouvelables, au méthane provenant des mines de charbon, à la Classification-cadre des Nations Unies pour l'énergie fossile et les réserves et ressources minérales

et au gaz naturel. Le dialogue sur la sécurité énergétique sera poursuivi et contribuera au programme de développement pour l'après-2015.

17.33 Les activités menées au titre du sous-programme viseront à renforcer la coopération régionale pour l'efficacité énergétique, promouvoir les initiatives réduisant sensiblement les émissions de gaz à effet de serre et offrir un forum de dialogue multipartite sur les moyens de favoriser la production, la distribution et la consommation non polluantes et durables de gaz. Des activités seront menées pour augmenter l'utilisation des sources d'énergie renouvelables afin d'améliorer l'accès à l'énergie dans la région de la CEE. La réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des mines de charbon sera favorisée en récupérant et en utilisant le méthane afin de réduire les risques d'explosion. Le sous-programme s'inspirera des travaux d'autres organismes et institutions compétents. Il sera exécuté en coopération avec d'autres commissions régionales et organismes, fonds et programmes des Nations Unies, ainsi que d'autres organisations.

17.34 Le sous-programme favorisera l'élaboration, l'élargissement et l'application des recommandations, normes, règles, directives et instruments de la CEE concernant l'énergie. Il permettra d'apporter une aide aux États membres, à leur demande, sous la forme de programmes de formation, de conseils et de projets de coopération technique.

Sous-programme 6 Commerce

Objectif de l'Organisation : Renforcer la facilitation des échanges et la coopération économique commerciale dans la région de la CEE et le reste du monde

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Renforcement du consensus sur les pratiques optimales et meilleure application des recommandations, normes, règles, directives et instruments de la CEE relatifs à la facilitation des échanges et au commerce électronique	a) i) Nombre de recommandations, normes, directives et instruments de la CEE, nouveaux ou révisés, relatifs à la facilitation des échanges et au commerce électronique adoptés par les États membres ii) Nombre de pages consultées comportant des recommandations, normes, règles, directives et instruments clefs de la CEE relatifs à la facilitation des échanges commerciaux et au commerce électronique, indicateur indirect de leur utilisation
b) Renforcement du consensus sur les pratiques optimales et meilleure application des recommandations, normes, règles, directives et instruments de la CEE relatifs à la coopération en matière de réglementation	b) Nombre de recommandations et d'instruments, nouveaux ou révisés, ayant trait à la coopération en matière de réglementation, adoptés par la CEE
c) Renforcement du consensus sur les pratiques optimales et meilleure application des recommandations, normes, règles, directives et	c) i) Nombre de recommandations et de normes, nouvelles ou révisées, ayant trait aux produits agricoles, adoptées par la CEE

instruments de la CEE relatifs aux objectifs de qualité des produits agricoles	ii) Nombre d'applications de normes de qualité des produits agricoles de la CEE, existantes, nouvelles ou révisées, par les États membres iii) Nombre de fichiers PDF ouverts comportant des recommandations et normes de la CEE relatifs aux produits agricoles, indicateur indirect de leur utilisation
d) Renforcement de la capacité nationale des États membres d'appliquer les recommandations, normes, règles, directives et instruments de la CEE	d) i) Nombre de nouvelles initiatives nationales visant à appliquer les recommandations, normes, règles, directives et instruments de la CEE ii) Nombre d'évaluations des besoins du commerce national assorties de recommandations approuvées par les pays bénéficiaires

Stratégie

17.35 L'exécution du sous-programme incombe à la Division de la coopération économique, du commerce et de l'aménagement du territoire. Le sous-programme contribue à la mise en place d'un système commercial ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire, en particulier dans les pays économiquement moins avancés et les pays en développement sans littoral de la CEE. Il tient compte du fait que, lors des sommets et conférences des Nations Unies sur le développement durable et dans le programme de développement pour l'après-2015, la communauté internationale a considéré que le commerce contribuait de façon essentielle à une croissance économique soutenue, à l'élimination de la pauvreté, et à une meilleure intégration régionale.

17.36 Pour atteindre ses objectifs et parvenir aux réalisations escomptées, le sous-programme visera à réduire les obstacles au commerce résultant de l'hétérogénéité des procédures, normes et documents commerciaux ainsi que de l'incohérence des méthodes et normes réglementaires s'appliquant aux produits manufacturés et agricoles qui entravent l'accès aux marchés. Plus précisément, les activités prévues au titre du sous-programme viseront à promouvoir :

a) Des mécanismes simples, transparents et efficaces pour le commerce mondial grâce à la mise au point et à l'utilisation d'instruments de facilitation du commerce international pour soutenir les chaînes d'approvisionnement internationales et l'intégration des pays à l'économie mondiale. Ces instruments comprendront notamment des normes mondiales et des pratiques de référence destinées à faciliter le passage aux procédures électroniques ainsi que l'harmonisation et la simplification des pratiques commerciales utilisées dans les échanges internationaux;

b) Une réglementation commerciale prévisible, transparente et harmonisée grâce au renforcement de la convergence des cadres réglementaires et à la promotion des normes internationales et des pratiques optimales concernant la coopération en matière de réglementation, l'évaluation de la conformité, la

surveillance des marchés et la maîtrise des risques dans les dispositifs réglementaires;

c) Le commerce des produits agricoles grâce à l'élaboration de normes de qualité actualisées, à l'usage des pouvoirs publics et du secteur privé, et à l'établissement de brochures explicatives.

17.37 Le sous-programme aidera les pouvoirs publics, notamment dans les pays économiquement moins avancés et les pays en développement sans littoral de la région, à adapter et à appliquer les normes et recommandations relatives au commerce de la CEE, en les intégrant dans les stratégies de facilitation du commerce, les politiques commerciales et les réglementations, aux niveaux national et régional.

17.38 Le sous-programme s'appuiera sur des partenariats avec des experts et autres interlocuteurs nationaux, régionaux et internationaux, notamment les pouvoirs publics, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi que le secteur privé, l'accent étant mis sur l'obtention de conseils de haut niveau.

Sous-programme 7

Foresterie et bois

Objectif de l'Organisation : Renforcer la gestion durable des forêts dans la région de la Commission économique pour l'Europe

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Amélioration du suivi et de l'évaluation du secteur forestier pour favoriser la gestion durable des forêts	<p>a) i) Pourcentage d'États membres de la CEE en mesure de fournir des données satisfaisantes sur les indicateurs qualitatifs de la gestion durable des forêts</p> <p>ii) Pourcentage d'États membres de la CEE en mesure de fournir des données satisfaisantes sur les indicateurs quantitatifs de la gestion durable des forêts</p> <p>iii) Pourcentage de membres de la CEE en mesure de fournir des réponses satisfaisantes au questionnaire sur le secteur des forêts mis au point conjointement par la CEE, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale des bois tropicaux et Eurostat</p>
b) Renforcement des capacités nationales des pays d'Europe orientale, du Caucase, d'Asie centrale et d'Europe du Sud-Est de parvenir à une gestion durable des forêts	b) Nombre accru d'activités de renforcement des capacités de gestion durable des forêts

Stratégie

17.39 La responsabilité du sous-programme incombe à la Division de la coopération économique, du commerce et de l'aménagement du territoire. Les activités correspondantes consistent à mettre au point et appliquer des outils d'analyse et de suivi, en vue de fonder sur des données factuelles les politiques de gestion durable des forêts. Il s'agit ainsi : de récolter, valider et diffuser l'information ainsi que les résultats des travaux de recherche et d'analyse de faciliter l'échange des données de l'expérience et des pratiques de référence nationales; et de suivre les progrès réalisés par rapport aux indicateurs clefs du secteur forestier. Le sous-programme constitue par ailleurs une plateforme de dialogue sur les politiques relatives à des questions connexes, compte étant tenu de la rapidité de leur évolution, notamment dans les domaines des changements climatiques et de la bioénergie. La mise en œuvre du Plan d'action relatif au secteur forestier dans le contexte d'une économie verte contribuera à mettre en avant le rôle du secteur forestier dans l'économie verte et dans l'action tendant à limiter les effets des changements climatiques et à s'y adapter.

17.40 Le sous-programme vise à promouvoir une gestion durable des forêts grâce à l'exploitation rationnelle et légale des produits forestiers (matières premières, source d'énergie, et services fournis par les écosystèmes forestiers) dans un cadre stratégique et institutionnel approprié. Les priorités pour 2016-2017 découleront essentiellement des résultats de la session conjointe du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la CEE et de l'Institut forestier européen de la FAO (Metsä 2013). Le sous-programme favorisera l'élaboration de politiques intersectorielles et interinstitutionnelles de gestion durable des forêts ainsi que le renforcement de la gouvernance forestière, comme le prévoit le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. En outre, le sous-programme contribuera au programme de développement post-2015 en favorisant la gestion durable des forêts, des sols et des prairies et en surveillant l'état des forêts et de leur contribution à l'atténuation des effets du changement climatique.

17.41 Conformément à la stratégie retenue pour l'exécution du sous-programme, la CEE mène ses travaux en partenariat avec la FAO, l'Institut forestier européen, *Forest Europe* et d'autres organisations régionales œuvrant dans le même domaine. Elle participe régulièrement aux travaux du Forum des Nations Unies sur les forêts et du Comité des forêts de la FAO.

17.42 Pour favoriser la gestion des forêts, et notamment fournir des services forestiers et exploiter le bois et les produits forestiers de façon écologique, économique et socialement viable, le sous-programme doit : a) encourager toutes les parties intéressées à participer à ses activités et à les mettre en œuvre; et b) faire l'objet d'une démarche intersectorielle pour que la stratégie retenue s'inscrive bien dans le plan directeur des autres secteurs. La gestion durable des forêts relevant avant tout des pays, le sous-programme et ses partenaires soutiendront les initiatives prises au niveau national en élaborant et en diffusant des idées et des informations, en échangeant des données d'expérience, en renforçant les capacités et en définissant des normes de mesure et des outils stratégiques.

Sous-programme 8

Logement, aménagement du territoire et population

Objectif de l'Organisation : Améliorer la gouvernance dans les domaines du logement, de l'urbanisme et les biens fonciers, et favoriser la formulation sur la base de données factuelles et l'application de politiques durables relatives à la population et à la cohésion sociale dans la région

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Amélioration des capacités d'élaboration et d'application des politiques de logement, d'urbanisme et d'administration foncière	a) Augmentation du nombre de pays participant à l'évaluation axée sur les résultats des politiques nationales du logement et des systèmes nationaux d'administration foncière menée par la CEE
b) Renforcement de l'application des lignes directrices de la CEE relatives au logement, à l'urbanisme et à l'administration foncière	b) Augmentation du nombre de pays appliquant les lignes directrices de la CEE relatives au logement, à l'urbanisme et à l'administration foncière dans leurs politiques nationales
c) Renforcement de l'élaboration et de l'application de politiques fondées sur des données factuelles concernant le vieillissement de la population et les relations entre les générations et entre les sexes	c) Augmentation du nombre de pays ayant adapté leurs politiques nationales ou adopté de nouvelles mesures pour appliquer la Stratégie régionale d'exécution de la CEE pour le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement

Stratégie

17.43 Le sous-programme comporte deux composantes : a) le volet logement et aménagement du territoire (qui relève de la Division de la coopération économique, du commerce et de l'aménagement du territoire); et b) le volet population (qui relève de la Division de statistique).

17.44 Le volet logement et aménagement du territoire vise à améliorer le logement, les marchés immobiliers, l'urbanisme et l'administration et la gestion foncières. Il favorise l'application de la stratégie pour le logement durable et l'aménagement du territoire dans la région de la CEE pour la période 2014-2020 (ECE/HBP/2013/3).

17.45 Pour promouvoir le logement et les marchés immobiliers durables, le sous-programme sera exécuté en coopération avec les États membres en vue d'améliorer l'efficacité énergétique du logement et de développer des marchés immobiliers qui contribuent à la croissance économique.

17.46 Le sous-programme aidera les gouvernements à élaborer des plans d'action nationaux pour l'efficacité énergétique dans le secteur résidentiel, comme il a été recommandé dans le Plan d'action pour l'efficacité énergétique dans le secteur du logement dans la région de la CEE (ECE/HBP/164).

17.47 Le sous-programme favorisera l'adoption d'une stratégie intégrée de développement urbain durable, par exemple pour planifier et construire des villes et établissements urbains viables. Les activités entreprises au titre de ce volet seront axées sur le renforcement des capacités nécessaires pour parvenir à un aménagement

de l'espace urbain, qui réponde à des critères de compacité, de rationalité, d'efficience et d'intégration, et sur un développement urbain à faibles émissions de carbone et qui permette de résister aux effets des catastrophes.

17.48 Pour aider les États membres à améliorer l'administration foncière et l'aménagement du territoire, le sous-programme portera sur l'enregistrement foncier, la e-gouvernance, le régime foncier, l'information spatiale et les cadastres. L'accent sera mis sur le défi que représentent les habitats spontanés, ainsi que sur la structure organisationnelle des registres fonciers et des cadastres.

17.49 Des monographies sur la situation des pays en matière de logement et d'aménagement du territoire seront établies à la demande des États membres. Elles seront coordonnées par le secrétariat et rédigées par des experts internationaux et nationaux indépendants. Le Comité du logement et de l'aménagement du territoire assurera le suivi de la mise en œuvre des recommandations qui résulteront de l'établissement de ces monographies et fournira des conseils sur les politiques à adopter pour cette mise en œuvre.

17.50 Le sous-programme contribuera au programme de développement pour l'après-2015 en ce qui concerne l'énergie, la protection de l'environnement et d'autres sujets liés au logement, à la planification urbaine, à l'aménagement du territoire et à la dynamique des populations.

17.51 Le volet du sous-programme consacré à la population favorisera l'application de la stratégie régionale de la CEE concernant le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement. Il visera à régler les problèmes posés par les changements démographiques et à mieux exploiter le potentiel des personnes âgées. Il offrira une tribune pour les débats intergouvernementaux sur les questions relatives au vieillissement et facilitera la communication avec un réseau plus vaste d'experts et d'organisations non gouvernementales. Il favorisera l'élaboration de politiques reposant sur des données factuelles et le suivi de l'exécution du Plan d'action de Madrid, en coordonnant la collecte de données et les travaux de recherche axés sur les politiques concernant le vieillissement de la population et les relations entre les générations et les sexes.

17.52 Le volet consacré à la population contribuera également au renforcement des capacités nationales d'élaboration de politiques, avec la fourniture de conseils stratégiques sur les plans d'action nationaux concernant le vieillissement, et l'exécution de projets à cet effet.

17.53 Le Comité exécutif de la CEE a examiné et approuvé le programme 17 (Développement économique en Europe) du cadre stratégique pour l'exercice 2016-2017 à sa soixante-cinquième session, le 4 décembre 2013. Il a pris en compte les textes les plus récents de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social portant autorisation du programme, ainsi que le document issu de l'examen de la réforme de 2005 de la CEE, que la Commission a adopté à sa soixante-cinquième session, tenue à Genève du 9 au 11 avril 2013. La soixante-sixième session de la Commission se tiendra en 2015.

Textes portant autorisation

Textes adoptés par les organes délibérant sur les questions générales relatives à la CEE

Résolutions de l'Assemblée générale

55/2	Déclaration du Millénaire
57/144	Suite à donner aux textes issus du Sommet du Millénaire
57/253	Sommet mondial pour le développement durable
57/270 B	Application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social
60/248	Questions spéciales touchant le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007
65/185	Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale
68/222	Coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire
66/288	L'avenir que nous voulons
67/10	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique eurasiennne
67/13	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique de la mer Noire
67/14	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique
67/15	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de Shanghai pour la coopération
67/83	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de l'Europe
67/148	Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale
68/204	Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement
68/212	Sauvegarde du climat mondial pour les générations présentes et futures
68/225	Mesures spécifiques répondant aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral : résultats de la Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit, des pays donateurs et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit
67/226	Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
68/230	Coopération Sud-Sud

- 67/264 Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la coopération islamique
- 67/290 Structure et modalités de fonctionnement du forum politique de haut niveau pour le développement durable
- 68/6 Document final de la manifestation spéciale consacrée au bilan de l'action entreprise pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement

Résolutions du Conseil économique et social

- 2006/38 Plan de travail pour la réforme de la Commission économique pour l'Europe et mandat révisé de la Commission
- 2012/30 Le rôle du Conseil économique et social dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide des Nations Unies, compte tenu des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment la résolution 61/16
- 2013/1 Résultat de l'examen de la réforme de 2005 de la Commission économique pour l'Europe
- 2013/16 Transversalisation de la problématique hommes-femmes dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies

Décision du Conseil économique et social

- 2011/247 Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa quarante-quatrième session et ordre du jour provisoire et documentation de sa quarante-cinquième session

Décisions de la Commission économique pour l'Europe

- ECE/AC.21/2002/8 Déclaration relative au lancement du Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (THE PEP), adoptée à la deuxième réunion de haut niveau sur les transports, l'environnement et la santé
- A (64) Travaux de la Commission économique pour l'Europe

Textes adoptés par les organes délibérants en lien avec des sous-programmes spécifiques de la CEE

Sous-programme 1 : environnement

Résolutions de l'Assemblée générale

- 47/193 Célébration de la Journée mondiale de l'eau
- 58/217 Décennie internationale d'action, « L'eau, source de vie », 2005-2015
- 58/219 Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable
- 64/292 Le droit fondamental à l'eau et à l'assainissement
- 68/157 Le droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement
- 67/291 Assainissement pour tous

Résolution du Conseil économique et social

- 2009/28 Le rôle du système des Nations Unies dans la mise en œuvre de la déclaration ministérielle sur les objectifs convenus et les engagements pris sur le plan international en ce qui concerne le développement durable, adoptée à l'issue du débat de haut niveau du Conseil économique et social tenu lors de sa session de fond de 2008

Décisions de la Commission économique pour l'Europe

- CEP/AC.13/2005/3/ Rev.1 Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable adoptée à la réunion de haut niveau des ministères de l'environnement et de l'éducation (2005)
- ECE/BELGRADE. CONF/2007/4/Add.1 Déclaration concernant l'éducation en vue du développement durable des ministres de l'éducation et de l'environnement de la région de la CEE adoptée à la sixième conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe » (2007)
- ECE/BELGRADE. CONF/2007/8 Déclaration ministérielle « Construire des passerelles pour l'avenir » (2007)
- ECE/AC.21/2009/2 Rapport de la Réunion de haut niveau sur les transports, la santé et l'environnement sur sa troisième session (2009)
- ECE/ASTANA. CONF/2011/2/ Add.1 Déclaration ministérielle « Économisez l'eau, passez au vert! » (2011)

Décisions récentes des organes directeurs des accords multilatéraux sur l'environnement de la Commission économique pour l'Europe

- ECE/EB.AIR/113 et Add. 1 Rapport de l'Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance sur les travaux de sa trente-et-unième session
- ECE/MP.PRTR/2010/2 et Add.1 Rapport de la première session de la Réunion des Parties au Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants
- ECE/MP.PP/2011/2 et additifs Rapport de la quatrième session de la Réunion des Parties à la Convention d'Aarhus
- ECE/MP.EIA/15 Rapport de la Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière sur les travaux de sa cinquième session
- ECE/MP.EIA/SEA/2 Rapport de la Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière agissant comme réunion des Parties au Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale sur les travaux de sa première session
- ECE/CP.TEIA/24 Rapport de la Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels sur les travaux de sa septième réunion

ECE/MP.WAT/37 et additifs Rapport de la Réunion des parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux sur sa sixième session

ECE/MP.WH/4 et additifs Rapport de la Réunion des parties au Protocole sur l'eau et la santé sur sa deuxième session

Sous-programme 2 : transport

Résolutions de l'Assemblée générale

- 58/9 Crise mondiale de la sécurité routière
- 58/201 Programme d'action d'Almaty : partenariats conçus pour répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit
- 63/2 Document final de l'examen à mi-parcours du Programme d'action d'Almaty : partenariats conçus pour répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral ou de transit
- 67/13 Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique de la mer Noire
- 64/255 Amélioration de la sécurité routière mondiale
- 66/260 Amélioration de la sécurité routière mondiale

Résolutions du Conseil économique et social

- 1999/65 Transformation du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses en Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du système harmonisé à l'échelle mondiale de classement et d'étiquetage des produits chimiques
- 2011/25 Travaux du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques
- 2013/7 Liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar
- 2013/25 Travaux du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques

Décision de la Commission économique pour l'Europe

- ECE/AC.21/2009/2 Rapport de la Réunion de haut niveau sur les transports, la santé et l'environnement sur sa troisième session

Sous-programme 3 : statistiques

Résolutions de l'Assemblée générale

65/170	Migrations internationales et développement
66/127	Suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement
66/130	Participation des femmes à la vie politique
67/144	Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes
68/211	Stratégie internationale de prévention des catastrophes
67/214	Harmonie avec la nature
68/216	Harmonie avec la nature
67/219	Migrations internationales et développement
67/230	Le rôle des Nations Unies dans la promotion d'un nouvel ordre mondial privilégiant l'humain

Résolutions du Conseil économique et social

1993/5	Système de comptabilité nationale de 1993
2005/13	Programme mondial de recensements de la population et des logements (2010)
2006/6	Renforcement des capacités statistiques
2011/5	Le rôle du système des Nations Unies dans la mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes
2012/2	Le rôle du système des Nations Unies dans la mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'éducation
2013/21	Principes fondamentaux de la statistique officielle
2013/28	Prise en compte systématique de la question du handicap dans le programme de développement pour l'après-2015
2013/37	Améliorer la qualité et la disponibilité des statistiques sur la criminalité et la justice pénale pour l'élaboration des politiques

Décision de la Commission économique pour l'Europe

C (47)	Les principes fondamentaux de la statistique officielle dans la région de la Commission économique pour l'Europe
--------	--

Décisions de la Commission de statistique

38/111	Renforcement des capacités statistiques
39/112	Normes ouvertes communes d'échange et de mise en commun de données et de métadonnées
40/105	Comptabilité nationale

40/110	Statistiques sur l'égalité des sexes
41/104	Statistiques du commerce international des services
41/112	Indicateurs du développement
42/102	Examen du programme : statistiques ventilées par sexe
42/104	Comptabilité économique et environnementale
42/107	Indicateurs économiques à court terme
42/111	Application des Principes fondamentaux de la statistique officielle
43/101	Examen du programme : recensements de la population et des logements
43/110	Cadres nationaux d'assurance de la qualité
43/115	Développement des statistiques régionales en Europe
44/101	Examen du programme : élaboration d'un cadre statistico-spatial dans les systèmes statistiques nationaux
44/103	Comptabilité nationale
44/105	Statistiques de l'environnement
44/111	Statistiques sanitaires

Sous-programme 4 : coopération et intégration économiques

Résolutions de l'Assemblée générale

68/219	Rôle des Nations Unies dans la promotion du développement à l'heure de la mondialisation et de l'interdépendance
66/223	Vers des partenariats mondiaux
68/234	Vers des partenariats mondiaux : démarche fondée sur des principes pour le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et tous les partenaires intéressés
67/7	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Initiative de l'Europe centrale
67/10	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique eurasiennne
68/198	Les technologies de l'information et des communications au service du développement
67/225	Coopération pour le développement industriel

Résolutions du Conseil économique et social

2013/10	Science, technique et innovation au service du développement
2013/44	Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement

Sous-programme 5 : énergie durable

Résolution de l'Assemblée générale

- [60/248](#) Questions spéciales touchant le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007

Résolution du Conseil économique et social

- 2006/38 Plan de travail pour la réforme de la Commission économique pour l'Europe et mandat révisé de la Commission

Décision de la Commission économique pour l'Europe

- E/ECE/1434/Rev.1 Plan de travail pour la réforme de la CEE

Sous-programme 6 : commerce

Résolutions de l'Assemblée générale

- [65/185](#) Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale
- [68/198](#) Les technologies de l'information et des communications au service du développement
- [68/199](#) Commerce international et développement
- [67/264](#) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la coopération islamique

Résolution du Conseil économique et social

- 1991/76 Promotion de la coopération interrégionale dans le domaine de la facilitation du commerce international

Décision du Conseil économique et social

- 1997/225 Recommandation 25 de la Commission économique pour l'Europe intitulée « Utilisation de la norme EDIFACT/ONU »

Sous-programme 7 : foresterie et bois

Résolutions de l'Assemblée générale

- [62/98](#) Instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts
- [67/200](#) Journée internationale des forêts

Résolution du Conseil économique et social

- 2007/40 Instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts

Décision du Conseil économique et social

- 2013/240 Rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts sur les travaux de sa dixième session et ordre du jour provisoire de sa onzième session

Sous-programme 8 : logement, aménagement du territoire et population

Résolutions de l'Assemblée générale

- 65/234 Suite donnée à la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014
- 67/139 Vers un instrument international global et intégré pour la promotion et la protection des droits et de la dignité des personnes âgées
- 67/143 Suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement
- 68/134 Suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement
- 68/239 Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)

Résolutions du Conseil économique et social

- 2010/14 Application future du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement (2002)
- 2013/29 Deuxième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement (2002)

Décision du Conseil économique et social

- 2012/232 Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014

Résolutions de la Commission de la population et du développement

- 2004/2 Suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement
- 2009/1 La contribution du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement aux objectifs de développement convenus au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement

Résolution de la Commission du développement social

- 47/3 (2009) Premier cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement (2002)

Décisions de la Commission économique pour l'Europe

- ECE/AC.23/2002/2 /Rev.6 Stratégie régionale d'exécution du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement (2002)
- ECE/AC.30/2007/6 Déclaration ministérielle de León « Une société pour tous les âges : défis et perspectives »
- ECE/AC.30/2012/3 Déclaration ministérielle « Une société pour tous les âges : favoriser la qualité de vie et le vieillissement actif » (2012)

ECE/HBP/2013/3 Projet de stratégie pour le logement durable et l'aménagement du territoire
dans la région de la CEE pour la période 2014-2020
